



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 224 – 11 AVRIL 2022



ZOOM SUR ... L'effet de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement en Afrique (rapport de la CNUCED)



LES TITRES A LA UNE

Le rapport 2022 du GIEC met une nouvelle fois en exergue la fragilité du continent africain face au changement climatique

Afrique du sud - Forte mobilisation des entreprises françaises pour la quatrième édition de la conférence SA Invest

La République démocratique du Congo sera officiellement admise au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est

LE CHIFFRE A RETENIR

44 %

Des importations africaines de blé proviennent de Russie et d'Ukraine (entre 2018 et 2020 selon la CNUCED)



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Environnement des affaires	5
Projets et financements	7
Secteurs d'activités	9
Energies et matières premières	9
Industrie	10
Transport et infrastructures	10
Agriculture et agroalimentaire	11
Services	12
Agenda	13
Contacts	14

Zoom sur...

L'effet de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement (rapport de la CNUCED)

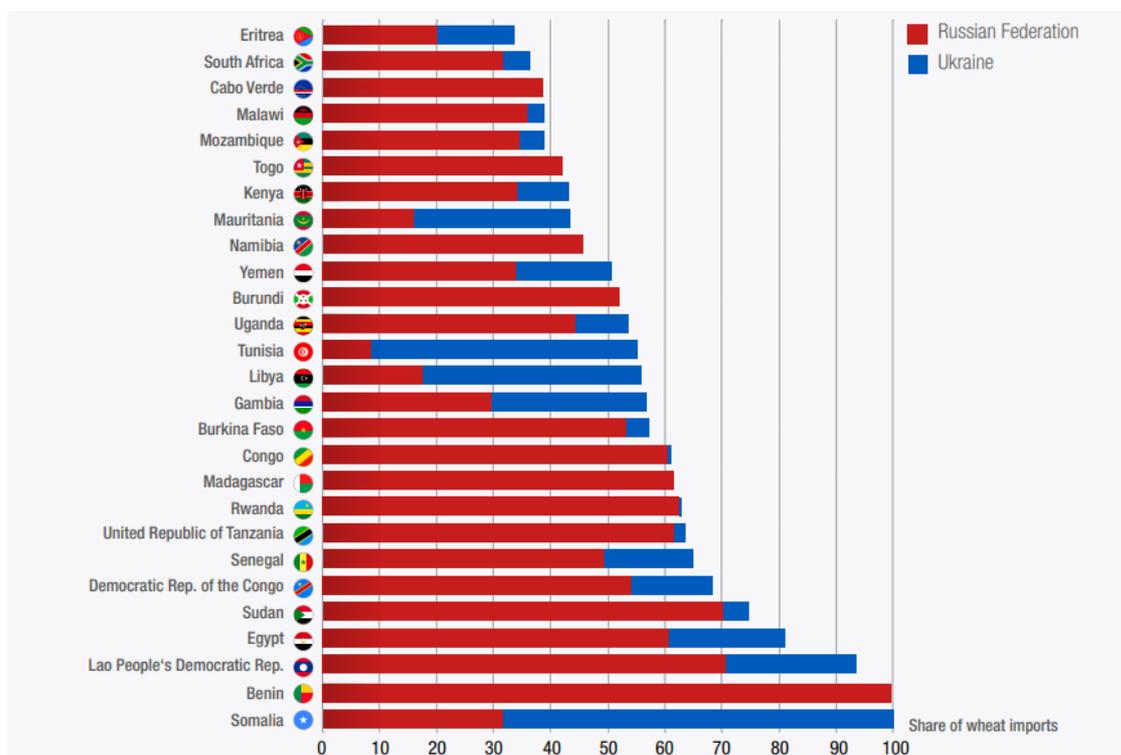
La CNUCED, organe des nations unies, a publié un le 16 mars 2022 [un rapport sur l'impact de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement](#). Le rapport révèle en particulier un niveau de dépendance élevé des approvisionnements en blé du continent africain vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie et alerte sur des risques de troubles civils et de pénuries alimentaires.

En effet, entre 2018 et 2020, 32 % du total des importations de blé en Afrique provenaient de Russie (3,7 Mds USD) et 12 % provenaient d'Ukraine (1,4 Mds USD). La Russie et l'Ukraine ont ainsi fourni plus d'un tiers des importations de blé de **25 pays africains, et plus de la moitié des importations de blé de 15 pays africains**. Parmi les pays africains les plus dépendants figurent la Somalie (100 % des importations de blé somaliennes proviennent de Russie et d'Ukraine), le Bénin (100 %), l'Égypte (plus de 80 %), le Soudan (plus de 70%), la RDC et le Sénégal, la Tanzanie, le Rwanda, Madagascar et le Congo (entre 60 et 70 %).

Le marché intra-africain ne serait pas à même de fournir une alternative aux importations de blé de Russie et d'Ukraine en raison de la faiblesse de la production régionale et du manque de d'infrastructures de transport et de stockage. Ce contexte, associé notamment à la hausse du prix des engrais, pourrait être **propice à des crises alimentaires** dans certaines régions.

Si les effets à long terme de la hausse des prix des produits alimentaires sont difficiles à prévoir selon le rapport, une analyse des données historiques par la CNUCED montre une forte corrélation entre la hausse des produits agroalimentaires et des épisodes d'instabilité politique.

Figure 3. Wheat Dependence in African and Least Developed Countries
(Percentage)



Source: UNCTAD calculations, based on data from the UNCTADstat database (accessed 4 March 2022).

Conjoncture

Le rapport 2022 du GIEC met une nouvelle fois en exergue la fragilité du continent africain face au changement climatique

Au cœur des préoccupations du Forum régional africain sur le développement durable 2022 qui s'est tenu au Rwanda ou de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) lors de laquelle les représentants de 175 pays se sont réunis à Nairobi pour signer une résolution qui appelle à un accord juridiquement contraignant d'ici 2024 pour interdire les plastiques à usage unique, le changement climatique et ses impacts ont également été étudiés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) lors de son rapport annuel. En effet, bien que le continent africain ne représente qu'une faible part des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les impacts néfastes du changement climatique se font, depuis des années déjà, ressentir sur la biodiversité, la production alimentaire ou la croissance économique.

Le rapport montre ainsi que, dans la quasi-totalité des pays africains, le PIB par habitant serait réduit de 5 % d'ici à 2050 et de 10 à 20 % d'ici à 2100 si le réchauffement climatique s'élève à 2 °C par rapport au scénario à 1,5 °C. Les régions avec des contraintes de développement - pauvreté, accès aux services et biens de base, défis de gouvernance - considérables, dont les pays d'Afrique de l'Est, sont particulièrement vulnérables aux risques climatiques.

Afrique de l'Est et Océan indien - Les ratios de dette sur PIB continueront d'augmenter en 2022 dans au moins 10 pays d'Afrique Sub-Saharienne, notamment au Kenya, Rwanda et Ouganda

Dans un rapport publié jeudi, l'agence de notation Fitch Ratings prévoit que les ratios dette/PIB continueront à augmenter en 2022 et l'année prochaine dans plus de la moitié des 19 pays d'Afrique subsaharienne évalués et cite, parmi les pays les plus à risque, le Kenya, le

Rwanda et l'Ouganda. L'instabilité socio-politique, le manque d'investissements publics, la croissance en berne ainsi que la hausse des taux d'intérêt dans les grandes économies comme les Etats-Unis, qui augmentera les coûts d'emprunt mondiaux, expliquent en partie le risque de dégradation des notations de crédit. Le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda font l'objet d'un avertissement de dégradation, avec des notes de B+/Négatif. A l'inverse, la situation s'améliorerait pour les Seychelles notées B+/Stable grâce à une reprise de l'activité touristique.

Bénin – Succès de la 1^{ère} émission obligataire de maturité 20 ans sur le marché régional

Le 14 février 2022, le Bénin a lancé une opération d'émission simultanée d'emprunt obligataire sur le marché financier régional de l'UEMOA pour 150 Mds FCFA (228,7 M EUR). Cette émission, divisée en 2 tranches de 60 mds FCFA (91,5 Mds EUR) sur 15 ans au taux de 5,5% et une autre de 90 Mds FCFA (137,2 M EUR) sur 20 ans au taux de 5,85% devait être cloturée le 4 mars 2022 mais l'a été le 22 février 2022 après avoir mobilisé près de 155,4 Mds FCFA (236,9 M EUR). Il s'agit de la première émission sur le marché financier régional à disposer d'une maturité de 20 ans. Elle a de surcroît obtenu un taux de rendement inférieur au taux le plus bas actuel du marché pour une maturité de 15 ans.

Burundi - L'économie du Burundi devrait croître de 3,6 % en 2022

L'économie du Burundi devrait connaître une croissance de 3,6 % contre 2,4 % l'année dernière selon le Fonds Monétaire International (FMI). La croissance de 2,4 % en 2021, contre 0,3 % en 2020, s'explique par l'assouplissement des restrictions liées au covid en matière de voyage ou de distanciation sociale qui ont notamment bénéficié aux secteurs primaires et tertiaires, une reprise économique qui devrait être d'autant plus forte pour l'année à venir et ce dans l'ensemble des secteurs. Après une hausse de l'inflation en 2021 qui a atteint 8,3 % contre 7,5 % en 2020 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, elle pourrait s'accroître pour atteindre 9,2 % en 2022 en raison de la hausse des prix provoquée par la guerre en Ukraine. Le déficit budgétaire devrait quant à lui

s'établir à 4,6 % en 2021/2022 contre 7,9 % en 2020/2021, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes, à une augmentation des subventions et à une diminution des dépenses courantes. Il devrait cependant se creuser en 2022/2023 en raison d'une nouvelle augmentation de l'investissement, compensant la hausse attendue des recettes et des subventions. Enfin, après s'être creusé en 2021 en raison à la fois d'une baisse des exportations (café et produits miniers) et d'une hausse des importations liée aux besoins en biens intermédiaires et aux importations liées au covid, le déficit courant devrait encore se creuser en 2022, à 4,6 %, en raison de la hausse des prix des produits de base, notamment du pétrole. Les réserves de devises s'établissent à 2,1 mois d'importations.

Ghana – Le gouvernement annonce des mesures pour contenir le déficit budgétaire à 7,4 %

Alors que la situation économique du Ghana ne cesse de se dégrader – inflation croissante, dépréciation du cedi, dette publique à plus de 80 % – le gouvernement avait annoncé en janvier dernier la réduction de 20 % des dépenses publiques afin de contenir le déficit budgétaire de l'exercice 2022. Le 24 mars, le ministre des Finances a communiqué les mesures décidées à ce titre : elles permettraient d'économiser 3,5 Md GHS, soit 2,5 % des dépenses publiques totales estimées pour 2022. Les mesures annoncées incluent notamment une réduction de 10 % des dépenses compressibles, une baisse de 30 % des traitements des ministres et directeurs des entreprises publiques, un moratoire sur l'achat de véhicules importés, la renégociation des contrats « take or pay » avec les producteurs indépendants d'électricité et la réduction de 50 % des frais événementiels. Ces mesures apparaissent cosmétiques face à la détérioration des finances publiques ghanéennes et au regard des 20 % annoncés en janvier : elles représentent 2,5 % des dépenses budgétaires totales prévues pour 2022 (3,5 Md GHS sur 137,5 Md GHS de dépenses). Le ministre des Finances a également annoncé la mobilisation d'un financement externe à hauteur de 2 Md USD auprès de banques internationales, avec un accord à ce titre conclu dans les deux à six prochaines semaines.

Kenya – Le candidat présidentiel kenyan Raila Odinga négociera les conditions de dette s'il remporte les élections

Le candidat à la présidence, Raila Odinga, a annoncé qu'il chercherait à obtenir des conditions de remboursement de la dette du pays plus favorables pour le Kenya s'il est élu le 8 août. D'après lui, les obligations existantes de près de 100 Mds USD ont contraint le pays à demander l'aide du Fonds monétaire international, ce qui a conduit aux programmes d'austérité mis en œuvre dans le seul intérêt du remboursement de la dette, au détriment des moyens de subsistance de la population. S'il remporte les élections, il promet d'emprunter à des taux favorables, de négocier des périodes de remboursement et d'investir dans des entreprises avec un impact socio-économique.

Soudan - Libéralisation du taux de change

Dans une circulaire publiée le 7 mars, la Banque centrale a annoncé la fin de son intervention dans la fixation des taux de change, laissant dorénavant les banques commerciales et les bureaux de changes fixer librement les cours en fonction de l'offre et la demande. Cette décision s'explique par le fossé croissant entre le taux officiel et le taux parallèle ces dernières semaines qui dépasse 25 % pour s'établir dorénavant à 1 USD (555 SDG), et l'incapacité de la Banque centrale de contrôler ce différentiel dû à son manque de réserves en devises.

Sénégal – Moody's maintient la note « Ba3 » du pays et réhausse la perspective à « stable »

L'amélioration de la perspective reflète notamment les anticipations de l'agence quant à une stabilisation de la dette publique à environ 67% du PIB. Aussi, en l'absence de chocs importants, celle-ci devrait commencer à diminuer, du fait des perspectives de production d'hydrocarbures qui améliorent les projections économiques à moyen terme. Moody's souligne également des facteurs

favorables qui atténuent les risques inhérents à l'endettement élevé du pays : l'ancrage du franc CFA à l'euro qui réduit le risque de change, les accords de swap pour la dette commerciale libellée en USD, la maturité longue de la dette (autour de 10 ans en moyenne) ; et enfin, une proportion relativement élevée de dette concessionnelle (40% de la dette totale fin 2021).

Zambie - La dette publique domestique progresse fortement en 2021

Le 23 mars, le ministère des Finances a publié son rapport annuel sur l'endettement public. Fin 2021, la dette publique a atteint 31,7 Mds USD, en hausse de près de 30% sur un an. Cette évolution s'explique presque uniquement par l'augmentation de l'endettement domestique, qui a presque doublé pour atteindre 14,5 Mds USD, soit plus de 45% du total, contre seulement 32% l'année précédente – afin notamment de financer les programmes de subvention à l'agriculture et aux carburants dans la première moitié de l'année. Dans le même temps, la dette externe a augmenté de 6%, pour atteindre près de 14 Mds USD. Au total, la dette publique a continué à progresser, passant de 127% du PIB à 146% du PIB. Selon le rapport du ministère des Finances, la Zambie est endettée vis-à-vis de plus de quarante créanciers externes différents, sans compter les détenteurs d'Eurobonds (25% de l'encours externe total). Les autres créanciers principaux sont Exim China (22% du total de la dette externe au gouvernement central – plus de 30% pour l'ensemble des créanciers chinois souverains et commerciaux), l'AID (13%) et la *Trade and Development Bank* (7%).

Environnement des affaires

Afrique australe – Le commerce bilatéral avec la France rebondit en 2021

Le commerce bilatéral entre la France et les pays d'Afrique australe a atteint 3,5 Mds EUR en 2021, après 3,1 Mds EUR l'année précédente, un niveau en progression mais toujours loin de ceux observés pré-crise (4,1 Mds EUR en moyenne entre 2017 et 2019). Les exportations françaises vers la région ont progressé de près de 25%, tandis que nos importations ont augmenté de seulement 2% – ce qui s'est traduit par une hausse de notre excédent commercial (structurel) avec la sous-région, qui est passé de 177 MEUR en 2020 à 536 MEUR. Dans la zone, notre principal partenaire commercial demeure de loin l'Afrique du Sud avec 70% des échanges. L'Afrique du Sud est aussi notre premier client (produits chimiques, machines industrielles et agricoles, produits pharmaceutiques) et notre deuxième fournisseur (automobiles, houilles, manganèse, fer et agrumes) en Afrique subsaharienne. A noter par ailleurs que les flux commerciaux avec le Mozambique sont ceux qui ont le plus progressé sur la période (+146%) – portée par nos exportations d'outillage divers vers le pays.

Afrique de l'Est – La République démocratique du Congo sera officiellement admise au sein de la CAE

Le Secrétaire général de la CAE, le Dr Peter Mathuki, a confirmé que les chefs d'État approuveraient l'admission de la RDC le 29 mars, soit trois ans après sa demande officielle. L'intégration à la RDC ajoutera ainsi un marché de près de 90 millions de personnes à la CAE, qui compte aujourd'hui 193 millions de citoyens. La RDC, riche en minéraux, a déjà établi des liens commerciaux avec la plupart des États membres de la CAE par le biais d'accords bilatéraux et au niveau multilatéral, via par

exemple l'adhésion à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dont la Tanzanie est membre. Par ailleurs, la CAE est en train de réviser le protocole du marché commun entré en vigueur en 2010 pour faciliter l'arrivée de la RDC et stimuler le commerce intra régional qui stagne à environ 15 %. En effet, si le marché commun devait permettre la libre circulation des biens, des services, de la main d'œuvre et des capitaux, la mise en place de barrières tarifaires et non-tarifaires et le non-respect des règles par certains Etats membres ont depuis quelques années entravé son effectivité.

ainsi nommé fin janvier le nouveau comité de pilotage du SBF et mi-mars les comités de pilotage des trois principales chambres affiliées au SBF à savoir l'Union des chambres de commerce et les chambres des importateurs et des exportateurs. Le Président du SBF a accompagné le Président du Conseil de Souveraineté lors de son déplacement aux Emirats Arabes Unis courant mars, alors que les Présidents des chambres des importateurs et exportateurs ont accompagné le Vice-Président du Conseil de Souveraineté en Russie (fin février) et lors de son récent déplacement à Port Sudan.

Zimbabwe – Retrait de la liste grise du GAFI

Le 8 mars, le Groupe d'Action Financière (GAFI) a retiré le Zimbabwe de sa liste grise identifiant les pays à risque et/ou rencontrant des défaillances en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'organisation a salué les progrès réalisés et estimé que le pays avait remédié aux problèmes identifiés en adoptant ses recommandations –mesures de conformités dans le secteur financier, nouveaux moyens d'enquête de la banque centrale (Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ), application des sanctions, etc. Le pays figurait sur la liste depuis octobre 2019.

Sénégal – Suspension des droits de douane sur l'huile, le sucre et le riz

Pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le gouvernement a annoncé le 24 février 2022 la diminution des prix de l'huile (-8,3%), du sucre (-4%) et du riz (-8,3%) justifiée par une suspension des droits de douane sur ces produits. Une subvention de 32 FCFA par kg de riz paddy sera en outre accordée aux producteurs afin de soutenir la production locale. Selon le gouvernement, le coût budgétaire de ces mesures est de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR).

Soudan - Remaniement des instances représentatives du secteur privé

Les autorités soudanaises ont procédé à un complet remaniement du *Sudanese Business Federation* (SBF), équivalent du MEDEF. Elles ont

Projets et financements

Afrique du sud - Forte mobilisation des entreprises françaises pour la quatrième édition de la conférence SA Invest

La quatrième édition de la conférence présidentielle visant à promouvoir les investissements en Afrique du Sud s'est tenue à Johannesburg le 24 mars. Cet événement vise à soutenir l'objectif du président Ramaphosa de mobiliser 100 Mds USD d'investissements nouveaux sur la période de son mandat. En ouverture de la conférence, qui a rassemblé un millier de personnes, le président sud-africain a rappelé les avancées réalisées dans la mise en œuvre des réformes structurelles (renforcement des capacités de production électrique, notamment via l'autoproduction) et les étapes à venir (libéralisation partielle du secteur des transports et de la logistique), tout en s'engageant encore une fois à améliorer le climat des affaires dans le pays. Cette année, les participants à la conférence se sont engagés pour de nouveaux projets d'investissement à hauteur de 332 Mds ZAR (23 Mds USD) – notamment les institutions financières de développement (30% du total) ainsi que les entreprises de l'industrie minière (26%) et du secteur des infrastructures (16%). Cela porte à 1 140 Mds ZAR (78 Mds USD) les engagements totaux depuis la première édition de 2018 – soit près de 80% des objectifs fixés à l'horizon 2023 – dont 315 Mds ZAR ont effectivement été mis en œuvre. A cette occasion, une vingtaine d'entreprises françaises implantées en Afrique du Sud (Air Liquide, Alstom, BNP, EDF, Engie, Leroy merlin, L'Oréal, Saint Gobain, Schneider Electric, etc.) ont fait une annonce collective d'un montant de 50 Mds ZAR – soit 15% du total des annonces. En 2019, la communauté d'affaires françaises s'était déjà engagée à hauteur de 20 Mds ZAR, une promesse d'investissement qui avait déjà été entièrement mise en œuvre, voire dépassée.

Angola – BP et Eni créent une joint-venture pour la production de pétrole et de gaz

BP et ENI ont signé ce vendredi à Luanda un accord pour la création d'une société, Azule Energy - détenue à 50% par chacune des sociétés, qui regroupera leurs activités en Angola.

L'accord est le résultat du protocole d'accord signé par les deux sociétés en mai 2021. Azule Energy sera une nouvelle société énergétique internationale gérée de manière indépendante, avec plus de 200 000 bep/jour de production nette de pétrole et de gaz et environ deux milliards USD de ressources nettes.

Azule Energy devrait être le plus grand producteur en Angola, avec des participations dans 16 concessions, ainsi que des participations dans Angola LNG. Azule Energy s'est également engagé à ajouter à son portefeuille d'activités les intérêts d'Eni dans Solenova, une société d'énergie solaire détenue conjointement avec Sonangol.

Cameroun - La Banque mondiale accorde un prêt de 160 M USD pour le système de protection sociale

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 9 mars un crédit de l'Association internationale de développement de 160 M USD en faveur du Cameroun. Ce financement est destiné au projet pour le développement de filets de protection sociale adaptative et l'inclusion économique. Le projet vise un double objectif : (i) étendre la portée et la capacité de réponse aux chocs du système de filets sociaux pour les ménages pauvres et, (ii) accroître l'accès des jeunes dans les zones urbaines à des activités génératrices de revenus et à des possibilités d'entrepreneuriat. Selon la Banque, le projet devrait atteindre près de 220 000 bénéficiaires directs et contribuer à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à la création d'emplois pour les ménages et les communautés concernés.

Congo - Le FMI approuve un prêt de 455 M USD au Congo-Brazzaville

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 21 janvier, un nouveau prêt de 455 M USD sur 3 ans en faveur du Congo-Brazzaville, avec un décaissement immédiat de 90 M USD, au titre de la Facilité élargie de crédit. Un accord de principe avait été convenu au niveau des services, en novembre dernier. Ce nouveau programme intervient après l'arrêt en avril 2021 du précédent programme signé en juillet 2019 (FEC de 448,6 M USD), en raison de l'absence de revue. Il vise à réduire les fragilités et à impulser une reprise économique dans le contexte de la pandémie et de la volatilité des cours du pétrole. Le FMI restera attentif à la mise en œuvre des réformes, en matière notamment de lutte contre la corruption, de transparence dans l'utilisation des ressources publiques et de gouvernance pour l'amélioration du climat des affaires.

Guinée – Reprise des opérations de la Banque mondiale

A la suite du coup d'Etat du 5 septembre 2021, la Banque mondiale avait suspendu ses activités dans le pays. Après une évaluation approfondie de la situation guinéenne, la Banque a annoncé le 28 février 2022 qu'elle reprenait ses activités dans le pays. Selon le Premier ministre guinéen, les financements de la Banque mondiale devraient s'orienter vers des projets d'infrastructures, d'amélioration de la production agricole, de santé, d'éducation et en appui à la gouvernance.

Kenya - Soutien budgétaire de la Banque mondiale d'un montant de 750 MUSD

La Banque mondiale a approuvé l'octroi d'un prêt de 750 MUSD (prêt de 230 MUSD de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et crédit de 520 MUSD de l'Association Internationale pour le Développement) qui, associé à des réformes de marchés publics, vise à soutenir la transformation économique. Pour rappel, le Kenya était classé 128^{ème} sur 179 pays en 2021 selon l'Indice de perception de la corruption,

avec un score inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Le prêt, qui est assorti d'un taux d'intérêt annuel d'environ 3,0 %, constitue la deuxième tranche d'une facilité de crédit lancée en 2020 (DPO), la première tranche ayant été décaissée en juin dernier. Les réformes liées à ces prêts comprennent la mise en place d'une plateforme électronique pour les marchés publics afin de favoriser la transparence et de réduire les possibilités de corruption. D'ici à la fin de 2023, le programme vise à ce que cinq ministères, départements et agences, achètent tous les biens et services par le biais de la plateforme électronique de passation de marché. Le programme soutiendra également les réformes dans le domaine de l'énergie, en créant une plateforme pour les investissements dans les énergies propres. Le décaissement d'un montant important à quelques mois d'un changement de gouvernement a toutefois fait l'objet de critiques sur les réseaux sociaux, dans le contexte actuel de campagne présidentielle.

Niger – Signature d'un accord de financement de 317,5 M USD avec la Banque mondiale

Le 1^{er} mars 2022, le Ministre du plan nigérien et la Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Niger ont signé un accord de financement d'un montant de 317,5 M USD. Cet appui se compose d'un don de 155 M USD et d'un prêt concessionnel du même montant de la BM ainsi que d'un don de 7,5 M USD du Fonds fiduciaire multi-donneurs du programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) de la BM. Cet accord doit financer le projet d'accélération de l'accès à l'électricité au Niger (Haské) grâce à des solutions d'énergie en réseau, mini réseaux, systèmes solaires individuels et solutions de cuisson propre.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique centrale - Le Congo-Brazzaville et le Cameroun relancent le projet d'exploitation des gisements de fer Nabemba et Mbalam

Le projet frontalier d'exploitation des gisements de fer de Nabemba, côté congolais, et de Mbalam, côté camerounais, a fait l'objet de la signature d'un contrat de partenariat, le 2 mars au Cameroun, entre le consortium d'entreprises en charge du projet, en présence des ministres des mines du Congo et du Cameroun. Ce projet prévoit la construction d'une ligne ferroviaire de 510 km qui reliera le mont Nabemba au port de Kribi, situé au sud du Cameroun, ainsi que la construction d'un quai minéralier au port de Kribi. Il est réalisé par un consortium d'entreprises chinoises, sous la coordination de l'exploitant du gisement de fer de Mbalam, la Société nationale camerounaise des mines (Sonamines). Le coût global de la mise en œuvre de ce projet frontalier est évalué à 5 400 Mds FCFA et serait entièrement financé par le consortium d'entreprises chinoises.

Burkina-Faso – Cession de la mine d'or de Karma par le groupe canadien Endeavour Mining

Le 11 mars 2022, la société canadienne Endeavour Mining a annoncé avoir cédé sa participation de 90% dans la mine de Karma au consortium burkinabè Néré Mining. La transaction a été réalisée sur la base d'un montant pouvant atteindre 25 M USD dont 10 M USD contingents à l'évolution du prix moyen de l'or. A cela s'ajoute une redevance de 2,5% sur le revenu net de fonderie sur toutes les quantités d'or produites au-delà de 4,5 tonnes à compter du 1^{er} janvier 2022. Cette décision a été décidée selon l'entreprise canadienne dans le but de se concentrer sur la gestion de ses actifs à marge

élevée, longue durée de vie et faible coût d'exploitation. La mine de Karma, au Nord du Pays (province de Yatenga) connaît une dégradation de sa situation sécuritaire. En 2021, elle aurait produit 2,5 tonnes d'or.

Mali – Production record de 760 000 tonnes de coton pour 2021/2022

Selon les autorités maliennes, les prévisions de production pour la campagne 2021-2022 atteignent un record alors que seulement 156 400 tonnes de coton avaient été produites lors de la précédente. Le pays devrait retrouver sa place de leader en Afrique dans la production de coton. Afin de contourner le blocus imposé par la CEDEAO, le pays répartira l'expédition du coton sur les ports n'appliquant pas les sanctions de l'organisation régionale. Fin février, 1600 tonnes de coton ont ainsi été exportées via le port de Noukchott.

Nigéria - La Chambre des Représentants demande des comptes à la NNPC sur l'état d'avancement du projet de gazoduc transsaharien

L'actualité récente, qui a mis en lumière les besoins de l'Europe en matière de gaz, n'est peut-être pas étrangère à l'initiative : mercredi dernier, les parlementaires ont voté la motion proposée par le député de Kaduna, Ahmed Munir (APC), demandant à la Nigeria National Petroleum Company (NNPC) de faire la lumière sur l'état d'avancement du projet de gazoduc transsaharien. Né d'un accord signé en 2002 entre l'entreprise publique nigérienne et son alter ego algérien Sonatrach, son coût était alors été estimé à 12 Md USD. Long de plus de 4 000 Km, l'ouvrage devait permettre d'acheminer chaque année vers le marché européen près de 30 milliards de mètre cubes de gaz. Si des études de faisabilité réalisées dans les années 2000 ont bien conclu à la viabilité économique et technique du projet, peu d'avancées ont été enregistrées depuis l'allocation d'un budget de 400 MUSD en 2013, une somme qui aurait dû permettre le lancement effectif des étapes préalables à la construction du gazoduc, dont la mise en service était attendue en... 2020.

Nigéria – En 2021, les industries extractives ont représenté plus de 7,4 % du PIB

Selon les statistiques nationales, le secteur « mines et carrières », qui inclut l'ensemble des industries extractives, a enregistré en 2021 une contribution totale de 5 370 Md NGN (soit près de 13 Md USD) au PIB nigérian (70 000 Md NGN). Cette contribution est très largement dominée par l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel, qui représente à elle seule 5 240 Md NGN (12,6 Md USD). L'extraction de charbon a contribué à hauteur de 7,7 Md NGN (19 M USD), auxquels s'ajoutent 8,3 Md NGN (20 M USD) pour les minerais métalliques, et 111 Md NGN (270 M USD) pour les carrières et autres minéraux. Les industries extractives sont ainsi le sixième contributeur au PIB du Nigéria, le premier étant l'agriculture (25,9%). Les autorités visent actuellement à accroître les revenus issus de l'extraction non-pétrolière, en attirant les investissements étrangers dans ce secteur encore sous-exploité et en développant les partenariats public-privé. En témoigne notamment le nouveau système de cadastre minier électronique (eMC+), mis en place grâce à un partenariat avec la Banque Mondiale.

Industrie

Côte d'Ivoire – Signature d'un partenariat entre le gouvernement et le marocain OCP

Le gouvernement ivoirien et l'Office chérifien des phosphates (OCP) important acteur du marché des engrais phosphatés ont signé le 28 mars 2022 un partenariat stratégique visant à améliorer la compétitivité agricole ivoirienne et l'impact des politiques de développement local sur les populations rurales. D'une durée initiale de 2 ans, ce partenariat contribuera à la mise en œuvre du projet de riziculture intensive dans le Nord du pays (i), à la création de 30 centres de services agricoles de nouvelle génération (ii), et à la mise en place de la cartographie numérique de fertilité des sols (iii). Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du 2^{ème} programme national d'investissement agricole (PNIA II) et intervient dans un contexte géopolitique où l'approvisionnement en engrais azotés et potassiques est incertain.

Transport et infrastructures

Afrique centrale – Corridor Douala-N'Djamena : La Banque mondiale octroie un financement de 538 M USD

La Banque mondiale a approuvé en février 2022 une enveloppe de 538 M USD pour renforcer la connectivité entre le Tchad et le Cameroun. Le financement est destiné au projet de corridor de transport Cameroun-Tchad. Les fonds devraient servir à réaliser des investissements sur les réseaux routiers et ferroviaires, ainsi qu'à faciliter les échanges pour améliorer la circulation des personnes et des biens au long du corridor Douala-N'Djamena. Selon la Banque mondiale, ce corridor concentre 35 % du PIB des deux pays, et dessert 20 % de la population du Tchad et 35 % de celle du Cameroun.

Afrique du sud – Présentation du plan national pour les infrastructures

Le Plan national pour les infrastructures 2050 (NIP) a été présenté le 11 mars dernier par la ministre des travaux publics et de l'infrastructure. Le NIP est organisé en six sections principales. La première section donne un aperçu des quatre domaines d'infrastructure essentiels pour l'Afrique du Sud, à savoir l'énergie, le transport, l'eau et le numérique. Le plan présente par ailleurs cinq sections transversales axées sur l'agenda régional pour les infrastructures, le financement, le renforcement des institutions, la reconstruction du secteur de la construction civile et le développement du suivi des progrès. Le développement des infrastructures est essentiel pour atteindre les objectifs économiques et sociaux à long terme de l'Afrique du Sud, améliorer la productivité et la compétitivité, réduire les inégalités et soutenir l'émergence de nouveaux secteurs créateurs d'emplois. Conformément aux objectifs fixés par le plan national de développement (NDP – National Development Plan), 6000 Mds ZAR (375 M EUR) devraient être investis entre 2016 et 2040, les transports et l'énergie représentant plus de 72 % de l'investissement requis.

Djibouti – Lancement du transport multimodal mer-air entre Djibouti et l’Ethiopie

La compagnie aérienne *Air Djibouti*, la *Djibouti International Free Trade Zone* (DIFTZ) et la Société de Gestion du Terminal à Conteneurs de Doraleh ont signé un accord avec *Ethiopian Airlines Group* (EAG), début mars, pour le développement du transport multimodal maritime et aérien dans la région. Cette initiative conjointe « mer-air » était en discussion depuis plus d’un an et vise à réduire la durée d’acheminement du fret conteneurisé. Désormais, les biens – exclusivement non périssables – sont stockés dans la zone franche djiboutienne (DIFTZ) avant d’être transportés en direction du hub logistique d’Addis-Abeba pour alimenter le marché éthiopien ou africain. Essentiellement en provenance des ports chinois, les marchandises arrivées au port de Doraleh sont acheminées vers l’aéroport de Djibouti (par les services de manutention au sol d’*Air Djibouti*). Avec une fréquence actuelle de 2 vols par semaine, les parties prenantes de cette alliance envisagent déjà de développer de nouvelles routes maritimes depuis l’Europe, des discussions avec certaines sociétés de transport seraient en cours.

Togo – Inauguration de la 1^{ère} station africaine du nouveau câble sous-marin de Google

Le Togo a accueilli le 18 mars 2022 Le premier point d’atterrissage du câble sous-marin de fibre optique « Equiano » de Google en Afrique. Ce dispositif permettra d’offrir un accès haut débit à Internet, amélioré et abordable. Le nouveau câble sous-marin devrait aussi favoriser la création de 37 000 nouveaux emplois au cours des prochaines années. Le projet se subdivise en deux phases : une première portant sur le déploiement du câble et une seconde sur la gestion et la revente de la capacité internationale à des fournisseurs d’accès internet au Togo et dans les pays voisins. Au Togo, c’est CSquared Woezon, une joint venture entre la société de droit mauricien CSquared (56%) et l’Etat togolais à travers la Société d’infrastructure numériques (44%) qui a en charge la maintenance et l’exploitation du câble sous-marin Equiano.

Agriculture et agroalimentaire

Cameroun - La production commercialisée de café en baisse de 50,7% au cours de la saison 2020-2021

Au cours de la campagne 2020-2021, la production commercialisée intégrant les stocks de la campagne précédente du café a connu une baisse significative, atteignant son niveau le plus bas des cinq dernières campagnes. Selon le bilan fait par l’Office national du cacao et du café (ONCC), le 16 février, au cours de la cérémonie de lancement de la campagne 2021-2022 à Mélong (région du Littoral), la production commercialisée a culminé à 12 157 t. Cette production commercialisée descend ainsi pour la première fois sous la barre des 20 000 t enregistrées depuis la campagne 2015-2016. Par rapport à la campagne 2019-2020, ces volumes sont en baisse de 12 534 t en valeur absolue, ce qui correspond à 50,7% en valeur relative. A en croire le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), cette baisse de la production caféière au Cameroun est due à : la vieillesse et la faible productivité des vergers, le désintéressement des jeunes en raison de la faible rentabilité, la pénibilité du travail et des offres plus lucratives dans d’autres secteurs d’activité.

Gabon - L’Accord de partenariat de pêche durable, signé en février 2021 entre l’UE et le Gabon, devrait entrer en vigueur en 2022

Selon le ministère de l’Economie, l’accord de pêche entre le Gabon et l’Union européenne, signé en février 2021, devrait entrer en vigueur en 2022. Cet accord vise à renforcer la gouvernance de la pêche, la protection de l’environnement marin, et le soutien à la création d’emplois dans le secteur halieutique au Gabon. L’Accord de partenariat de pêche durable (APPD) d’une durée de cinq ans, et

d'une valeur globale d'environ 17 Mds FCFA fera passer le potentiel de capture de thon de 12 000 tonnes/an à 32 000 tonnes/an et autorisera l'accès des navires de l'UE dans les eaux gabonaises pour une période de cinq ans. Pour rappel, le Gabon est le deuxième partenaire de l'UE en matière de pêche thonière. Plusieurs accords entre les deux parties ont déjà été signés par le passé, dès 2006. Ces accords sont régis par des protocoles trisannuels qui précisent et renouvellent les tonnages de capture autorisés. La pêche reste une activité qui ne contribue que marginalement au développement du pays, représentant 1,5 % du PIB gabonais. Le gouvernement gabonais souhaite développer davantage cette filière notamment en stimulant la présence de marins gabonais sur les navires européens et en bénéficiant de l'impact de l'activité sur les ports gabonais.

Services

Ethiopie - Annonce de l'ouverture prochaine du secteur bancaire éthiopien

Lors de la session extraordinaire du parlement du 22 février, le Premier ministre a annoncé l'ouverture prochaine (sans échéance précisée) du secteur bancaire éthiopien. Selon lui, les banques auraient bénéficié de nombreuses années sans concurrence, néanmoins le pays a un besoin croissant de devises et bénéficierait de l'ouverture du secteur à des acteurs étrangers. Le total des actifs bancaires des banques éthiopiennes a crû de 1 800 Mds ETB (35,3 Mds USD) l'année dernière à 2 000 Mds ETB (39,2 Mds USD) et les dividendes des actionnaires ont augmenté de 7,8 % par rapport à la même période l'année dernière. De plus, sur 147 Mds ETB (2,9 Mds USD) de prêts octroyés par les banques sur les six premiers mois de l'année fiscale en cours, 70 Mds ETB, soit 1,4 Mds USD (48 %) auraient été alloués au secteur des services, 50 Mds ETB, soit 980,5 MUSD (34 %) à l'industrie et seulement 27 Mds ETB, soit 529,4 MUSD (18 %) au secteur agricole. La part des prêts accordés au secteur privé a également enregistré une croissance (69 % contre 51 % l'an dernier).

Nigéria - La Fintech nigériane Moove Africa lève 105 M USD

Basée à Lagos, la Fintech Moove Africa donne accès à des financements pour l'acquisition de véhicules neufs dans les marchés émergents. Elle a annoncé ce lundi 14 mars une levée de capital et de dette à hauteur de 105 M USD. Ce nouveau financement intervient peu après sa première levée de fonds de 23 M USD en août 2021 et un financement de 10 M USD obtenu auprès de NBK Capital (National Bank of Kuwait) en février 2022.

Fondée en 2020 par Ladi Delano et Jide Odunsi, deux Britanniques d'origine nigériane, l'entreprise est le partenaire exclusif d'Uber en Afrique subsaharienne. Déjà présente à Lagos, Accra, Le Cap et Johannesburg, elle a pour ambition de diffuser son modèle dans d'autres pays en développement en Asie et au Moyen-Orient.

Agenda

17 au 21 mai 2022	<u>Sommet Africités à Kisumu</u>
19 et 30 mai 2022	<u>Business Forum Afrique de l'Ouest – Union Européenne</u>
7 au 9 juin 2022	African Smart Cities Summit à Johannesburg
13 et 14 juin 2022	<u>Africa CEO Forum à Abidjan</u>
21 au 23 juin 2022	<u>Forum d'affaires Afrique australe à Johannesburg</u>
7 septembre 2022	<u>BlueInvest Africa 2022 aux Seychelles</u>
4 et 5 octobre 2022	<u>Ambition Africa à Paris</u> (Ministère de l'économie, des finances et de la relance)
27 et 28 octobre 2022	Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Abidjan, à l'occasion de la 10 ^{ème} édition de la CGECI Academy

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : Stephan DUBOST

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIAK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Anne-Brigitte MASSON

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Olivier MARTIEL

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>